



MINISTÈRE DES ARMÉES

Liberté
Égalité
Fraternité

DECLARATION DU CANDIDAT INDIVIDUEL OU DU MEMBRE DU GROUPEMENT¹ (DC 2 adapté)

Le formulaire DC2 est un modèle de déclaration qui peut être utilisé par les candidats aux marchés publics (marchés ou accords-cadres) à l'appui de leur candidature (formulaire DC1). **En cas d'allotissement, ce document doit être fourni pour chacun des lots de la consultation.**

En cas de candidature groupée, il est rempli par chaque membre du groupement.

En complément de sa lettre de candidature (formulaire DC1), le candidat individuel ou chacun des membres du groupement peut produire, en annexe du DC2, les éléments demandés par l'acheteur dans l'avis d'appel à la concurrence ou dans l'invitation à confirmer l'intérêt, ou en l'absence d'un tel avis ou d'une telle invitation, dans les documents de la consultation.

Il est rappelé qu'en application du code de la commande publique, et notamment ses articles L. 1110-1, et R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-7 à R. 2162-12, R. 2162-13 à R. 2162-14 et R. 2162-15 à R. 2162-21 (marchés publics autres que de défense ou de sécurité), ainsi que R. 2362-1 à R. 2362-6, R. 2362-7, R. 2362-8, R. 2362-9 à R. 2362-12, et R. 2362-13 à R. 2362-18 (marchés de défense ou de sécurité), le vocable de « marché public » recouvre aussi les marchés de partenariat et les marchés de défense ou de sécurité (MDS) ainsi que les marchés subséquents et les marchés spécifiques, indépendamment des techniques d'achats utilisées (accords-cadres s'exécutant par la conclusion de marchés subséquents ou par l'émission de bons de commande, concours, systèmes d'acquisition dynamiques, catalogues électroniques et enchères électroniques), qu'ils soient ou non soumis aux obligations relatives à la préparation et à la passation prévues par ce code. Dans tous ces cas, le présent formulaire type est utilisable.

A – Identification de l'acheteur

Le directeur de la plate-forme commissariat Sud-Ouest

Ministère des armées / Service du commissariat des armées

Adresse postale : PFC-SO/BAP - CS 21152 - 33068 Bordeaux cedex

Adresse géographique : PFC-SO/BAP - Caserne Xaintrailles – 112 bd M^{al} Leclerc – 33000 Bordeaux

Téléphone : 05.57.85.30.21 – Télécopie : 05.57.85.25.10

Courriel : pfc-sud-ouest-dap-sm3.contact.fct@intradef.gouv.fr

Portail <http://www.achats.defense.gouv.fr>

Profil d'acheteur <https://www.marches-publics.gouv.fr>

B - Objet de la consultation

Prestations de transport par autocar en lignes régulières des personnels au profit de la Direction Générale de l'Armement Essais en vol (DGA EV) Site Cazaux (33).

C – Identification du candidat individuel ou du membre du groupement

C1 - Cas général :

Nom commercial et dénomination sociale de l'unité ou de l'établissement qui exécutera la prestation, adresses postale et du siège social (si elle est différente de l'adresse postale), adresse électronique, numéros de téléphone et de télécopie, numéro SIRET (14 chiffres), à défaut, un numéro d'identification européen ou international ou propre au pays d'origine du candidat issu d'un répertoire figurant dans la liste des ICD :

¹ Notice explicative sur le site du ministère chargé de l'économie.

Courriel : _____

Téléphone : _____ Télécopie : _____

N° SIRET : Code APE :

Forme juridique du candidat individuel ou du membre du groupement (entreprise individuelle, SA, SARL, EURL, association, établissement public, etc.):.....

Caractère PME au sens de la recommandation 2003/361/CE du 06/05/2003², ou artisan : ☐ OUI
☐ NON

C2 - Cas particuliers en cas de marchés réservés :

[Le candidat individuel ou le membre du groupement répondant à l'une des conditions qui suivent, et postulant à un marché public réservé en application de l'article L2113-12.3 du code de la commande publique coche la case correspondant à sa situation. Le candidat européen à statut équivalent, lorsqu'il n'est pas établi en France, précise son statut juridique.]

Statut du candidat individuel ou du membre du groupement

1. ☐ Entreprise adaptée
(art. L. 5213-13 du code
du travail) ou structures
équivalentes

Le contrat d'objectif valant agrément ou un certificat administratif portant reconnaissance du statut d'entreprise adaptée délivré par la direction régionale chargée de l'emploi et de la formation professionnelle ou de structure équivalente sera à produire.

Le cas échéant, indiquer :

- Adresse internet à laquelle cette preuve est accessible directement et gratuitement :
- Renseignements nécessaires pour y accéder :

2. ☐ Etablissement et service
d'aide par le travail
(article L. 344-2 et s. du
code de l'action sociale
et des familles) ou
structures équivalentes

Indiquer ci-dessous la date de publication au recueil des actes administratifs de l'arrêté préfectoral portant autorisation de création :

.....

Lorsqu'il n'y a pas eu de publication de l'arrêté au recueil des actes administratifs, la preuve de la reconnaissance du statut d'établissement ou de service d'aide par le travail ou de structure équivalente sera à produire.

Le cas échéant, indiquer :

- Adresse internet à laquelle cette preuve est accessible directement et gratuitement :
- Renseignements nécessaires pour y accéder :

2 - moyenne entreprise : elle emploie moins de 250 personnes et son chiffre d'affaires n'excède pas 50 millions d'euros ou son bilan n'excède pas 43 millions d'euros

- petite entreprise : elle emploie moins de 50 personnes et son chiffre d'affaires ou son bilan n'excède pas 10 millions d'euros,

- micro entreprise : elle emploie moins de 10 personnes et son chiffre d'affaires annuel (montant d'argent perçu à une période donnée) ou son bilan (état des actifs et des passifs de la société) n'excède pas 2 millions d'euros.

3. ☐ Structures d'insertion par l'activité économique (article L.5132-4 du code du travail) ou structures équivalentes

La preuve de la reconnaissance du statut de structure d'insertion par l'activité économique ou de structure équivalente sera à produire.

Le cas échéant, indiquer :

- Adresse internet à laquelle cette preuve est accessible directement et gratuitement :
- Renseignements nécessaires pour y accéder :

D - Cas spécifiques relatifs aux conditions de participations

Lorsque le candidat est inscrit sur une liste officielle d'opérateurs économiques agréés au sens de l'article R2143-15 du code de la commande publique :

- Indication du nom de la liste officielle :

- Références sur lesquelles l'inscription ou la certification est basée et, le cas échéant, la classification sur la liste (*l'attention du candidat est attirée sur le fait qu'il convient de remplir les rubriques suivantes du présent formulaire pour l'ensemble des conditions de participation fixées par l'acheteur et qui ne seraient pas couvertes par les conditions d'inscription sur la liste officielle ou le certificat d'inscription sur cette liste.*)

- Le cas échéant :

- Adresse internet à laquelle le certificat d'inscription sur cette liste officielle est accessible directement et gratuitement:
- Renseignements nécessaires pour y accéder :

Lorsque l'acheteur a autorisé les candidats à se limiter à indiquer qu'ils disposent de l'aptitude et des capacités requises (art. R2143-4 al. 2) :

Le candidat déclare sur l'honneur satisfaire à l'ensemble des conditions de participation requises ☐

Nota : cocher cette case rend inutile de remplir les rubriques suivantes ; le remplissage du formulaire est terminé.

E – Renseignements relatifs à l'aptitude à exercer l'activité professionnelle concernée par le contrat

Le candidat ne fournit que les renseignements ou documents demandés par l'acheteur au titre de l'aptitude à exercer l'activité professionnelle.

E1 - Renseignements sur l'inscription sur un registre professionnel :

E2 - Le cas échéant, pour les marchés publics de services, indication de l'autorisation spécifique dont le candidat doit être doté ou de l'organisation spécifique dont il doit être membre pour pouvoir fournir, dans son pays d'origine, le service concerné :

E3 – Accès aux justificatifs et preuves le cas échéant (*si l'adresse et les renseignements sont identiques à ceux fournis plus haut se contenter de renvoyer à la rubrique concernée.*)

- Adresse internet à laquelle les documents justificatifs et moyens de preuve sont accessibles directement et gratuitement:
- Renseignements nécessaires pour y accéder :

F – Renseignements relatifs à la capacité économique et financière du candidat individuel ou du membre du groupement

Le candidat ne fournit que les renseignements ou documents demandés par l'acheteur au titre de la capacité économique et financière

F1 - Chiffre d'affaires hors taxes des trois derniers exercices disponibles :

	Exercice du au	Exercice du au	Exercice du au
Chiffre d'affaires global			
Part du chiffre d'affaires en rapport avec les fournitures ou services objet du projet	%	%	%

Lorsque les informations sur le chiffre d'affaires ne sont pas disponibles pour la totalité de la période demandée, date à laquelle l'opérateur économique a été créé ou a commencé son activité:/...../.....

F2 – Documents de preuve disponibles en ligne (si l'adresse et les renseignements sont identiques à ceux fournis plus haut se contenter de renvoyer à la rubrique concernée.)

- Adresse internet à laquelle les documents justificatifs et moyens de preuve sont accessibles directement et gratuitement:
- Renseignements nécessaires pour y accéder :

G – Renseignements relatifs à la capacité technique et professionnelle du candidat individuel ou du membre du groupement

Le cas échéant, documents de preuve disponibles en ligne (si l'adresse et les renseignements sont identiques à ceux fournis plus haut se contenter de renvoyer à la rubrique concernée.)

- Adresse internet à laquelle les documents justificatifs et moyens de preuve sont accessibles directement et gratuitement:
- Renseignements nécessaires pour y accéder :

H – Capacités des opérateurs économiques sur lesquels le candidat individuel ou du membre du groupement s'appuie pour présenter sa candidature

Rubrique à renseigner dans l'hypothèse où le candidat ou l'un des membres du groupement s'appuie sur la ou les capacités d'un autre opérateur économique, quelle que soit la nature juridique des liens qui l'unissent à cet opérateur (art. R2142-3 ou R2342-3 MDS du code de la commande publique)

Joindre, pour chaque opérateur économique, en annexe du DC2, tous les renseignements ou documents demandés par l'acheteur dans l'avis d'appel à la concurrence ou dans les

documents de la consultation. Apporter la preuve que chacun des opérateurs économiques mettra à la disposition du candidat individuel ou du membre du groupement les moyens nécessaires pendant toute la durée d'exécution du marché ou de l'accord-cadre.

Désignation du (des) opérateur(s) :

[Indiquer le nom commercial et la dénomination sociale de chaque opérateur économique, les adresses de son établissement et de son siège social (si elle est différente de l'adresse de l'établissement), son adresse électronique, ses numéros de téléphone et de télécopie, son numéro SIRET, à défaut, un numéro d'identification européen ou international ou propre au pays d'origine du candidat issu d'un répertoire figurant dans la liste des ICD]